

ADMINISTRATION

48, rue de la République

ADRESSER LES MANDATS ET COMMUNICATIONS
À L'ADMINISTRATEUR

ANNONCES

À LYON : AGENCE FOURNIER

Rue Confort, 14

À PARIS : AGENCE HAVAS

Place de la Bourse, 3

L'ECHO DE LYON

JOURNAL RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT

RÉDACTION

4, rue Paradis, 4

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS
NE SONT PAS RENDUS

ABONNEMENTS

RÉGION ET DÉPARTEMENTS LIMITROPHES

5 mois, 5 fr.; 6 mois, 10 fr.; Un an, 18 fr.

AUTRES DÉPARTEMENTS

6 mois, 6 fr.; 6 mois, 12 fr.; Un an, 22 fr.

UNE NOUVELLE ANNÉE

Tout d'abord, et comme il convient, nous vous présentons, chers lecteurs, nos meilleurs compliments, en même temps que nous vous adressons nos vœux et nos souhaits les plus sincères.

L'Echo de Lyon entre aujourd'hui dans sa quatrième année d'existence, mais, depuis quelques mois seulement, il marche allègrement, sorti des langes et des habilliments de la première jeunesse et de la première organisation, — préoccupé, non plus de vivre, mais de faire son chemin dans le monde.

C'est donc pour lui un devoir de remercier vivement tous ceux qui s'intéressent à lui, qui lui apportent le concours soit de leur coopération, soit de leur patronage, soit de leur propagande.

L'Echo de Lyon s'efforcera de mériter toujours leur sympathie et leur appui.

Il suit — on a pu le voir — une ligne fermement républicaine, il n'a pas la prétention de tout bouleverser, mais il n'entend pas non plus piétiner sur place — et il sera en avant dans toutes les grandes questions politiques et sociales où sont engagés les intérêts de la démocratie française.

On sait que, par son organisation même, l'Echo de Lyon ne peut être que l'écho de l'opinion publique républicaine et indépendante. Son comité consultatif de rédaction — composé d'hommes politiques, d'industriels, de négociants — et surtout de membres des corps élus choisis tant dans la ville que dans la région — l'empêche absolument de servir des intérêts particuliers — et de devenir l'organe de n'importe quelle coterie ou politique, ou administrative, ou financière.

C'est ainsi que, sans attaches aucunes soit avec l'administration, soit avec la municipalité, soit avec une entreprise industrielle ou financière quelconque, la Société de l'Echo de Lyon marche libre d'entraves, suivant la ligne indiquée par ses statuts et surveillée par son comité, la ligne républicaine progressiste et indépendante.

Nous sommes heureux, au renouvellement de l'année, de rappeler tout cela à ceux qui s'intéressent à nos efforts, à ceux qui trouvent qu'en effet, une grande ville comme Lyon a besoin d'un organe reflétant l'opinion publique — même quand cette opinion est contraire aux intérêts soit des administrateurs publics, soit des entreprises particulières, auxquelles sont mêlés ou intéressés la plupart de nos journaux politiques. Chaque jour, nous pouvons le certifier, nos lecteurs s'apercevront davantage que nous tenons nos promesses et que notre indépendance absolue n'a d'égal que notre conviction républicaine.

LA RÉDACTION.

LA POLITIQUE

M. Chiché est boulangiste. Cependant, s'il a raison, je ne vois pas pourquoi je dirais qu'il a tort.

Eh bien, hier, en demandant, dans la discussion du projet de loi sur les erreurs ju-

diciaires, une indemnité pour les gens qui subissent une longue détention préventive et qui sont ensuite acquittés, — ce boulangiste sollicitait ce que j'aurais voulu voir proposer par un député républicain.

« Quiconque cause à autrui un dommage est tenu de le réparer. » Ce principe est écrit en toutes lettres dans le Code; il fait condamner journellement à des indemnités des gens qui, assurément, n'avaient nullement l'intention de porter préjudice à leur victime — mais qui, sans le vouloir, lui ont fait tort. — Pourquoi serais-je soumis, pourquoi seriez-vous soumis à cette loi, — et pourquoi la justice en serait-elle exempte ?

Car enfin, il y a là, non pas seulement le préjudice moral, il y a aussi le préjudice matériel. Les histoires seraient nombreuses de tous les malchanceux à qui la prison préventive a occasionné la faillite, la ruine, le malheur et le désespoir d'une vie entière.

Tenez : je reçois aujourd'hui de Saint-Etienne des notes sur le singulier juge d'instruction qui y a été nommé par M. Thévenet, notre candidat sénatorial. Elles sont navrantes : ce magistrat jure de la prison préventive avec autant de frénésie que de dévotion. Dans une récente affaire, l'affaire Neyret, il a successivement arrêté trois personnes. Il a gardé la première (M. Dupeaux, ancien conseiller municipal) un mois — c'est modeste; la seconde, dix mois ! — elle a été acquittée; — la troisième, cinq mois — après lesquels on a dû la relâcher, faute de la moindre preuve.

Dix mois de prévention ! Vous ne trouvez pas cela abominable ? Et vous ne verriez pas avec satisfaction une loi qui octroierait une forte indemnité au pauvre diable ainsi séquestré ?

Notez bien que si le magistrat croit, en effet, l'affaire très grave et le prévenu coupable, il n'a pas à en révéler à ses chefs pour savoir s'il faut continuer l'instruction ou relâcher le prisonnier — il est, par conséquent, à l'abri de toute responsabilité. Dans tous les cas, actuellement, comme à de tels actes arbitraires il n'y a aucune espèce de répression ou de réparation, rien n'est plus fréquent que ces interminables instructions qui ne sont, bien souvent, que de scandaleuses négligences — et M. Chiché avait raison de demander qu'un article de loi, non seulement armât la victime d'un droit de recours, — mais surtout donnât au magistrat un avertissement sur son obligation de le faire.

— Mais, répond-on, il n'y aura plus de justice possible parce qu'on n'arrêtera plus personne !

C'est ce qu'on a dit chaque fois qu'on a cherché à l'accusé une garantie contre son accusateur, — et nous ne voyons pas cependant que les criminels soient plus indémontés qu'autrefois. N'oublions donc pas ce mot d'un grand jurisconsulte : « La réforme d'un abus n'est jamais un danger social. »

JEAN-CLAUDE.

M. Thévenet, ministre

C'est par paquets que nous arrivent les félicitations de nos correspondants sur le beau travail républicain entrepris et mené à bonne fin par M. Thévenet, garde des sceaux.

Nous ne pouvons naturellement tout insérer : beaucoup de faits rappelés par nos amis n'intéressent, le plus souvent, qu'un petit nombre de lecteurs.

Mais voici, par exemple, quelques documents pour édifier les Lyonnais et montrer qu'en haut comme en bas de l'échelle judiciaire, c'était, chez M. Thévenet, le même mépris de la République et des magistrats qui représentent, dans un corps demeuré bien réactionnaire, l'élément républicain, — même le plus modéré.

Des personnages de quelque importance voyaient avec peine à la tête du tribunal de Lyon un magistrat dont les opinions conservatrices, franchement avouées leur paraissaient d'un très fâcheux effet.

Il est toujours mauvais de voir un magistrat rendre la justice au nom d'un gouvernement qu'il combat ouvertement.

A côté de ce magistrat, il y avait, par contre, dans le même tribunal, un homme de haut mérite, tenu par tous en grande estime et qui, lui, était un républicain de vieille date et de ferme conviction. — Pourquoi ne nommerais-je pas M. Jean ?

L'importante société des Légionnaires du Rhône pria son président de faire des démarches auprès de M. Thévenet. M. Pondevaux s'adressa d'abord, pour se faire mieux appuyer, à l'honorable M. Burdeau — et on alla demander au garde des sceaux la nomination de M. Jean au poste de président du tribunal de Lyon.

— Je veux bien... je suis avec vous... tout est pour le mieux, répondit M. Thévenet, obtenez que M. Longchamps (ma foi le voilà nommé), accepte un poste de conseiller à Paris — et tout aussitôt je le remplace par M. Jean.

Et on commença les négociations avec M. Longchamps, qui se fait tirer l'oreille et qui, finalement, se résoud à cette agréable, lucrative et enviable... disgrâce.

On revient triomphant vers M. Thévenet.

— Eh bien, c'est fait, M. Longchamps accepte, vous n'avez plus qu'à nommer M. Jean comme vous nous l'avez formellement promis.

C'est ici que M. Thévenet apparaît dans toute sa beauté; voici sa réponse : — Non, j'ai changé d'avis. Si je nomme M. Longchamps à Paris, ce sera pour le remplacer par M. Devienne, — et cela ne vous avancera à rien, attendu qu'ils sont aussi réactionnaires l'un que l'autre.

Voilà comment M. le ministre a : 1^{er} tenu sa parole, 2^o mis dans une situation ridicule ceux qui, sur sa foi, avaient engagé cette négociation, 3^o servi la République.

Ils sont cinq cents à Lyon, qui connaissent cette fustierie de l'extraordinaire garde des sceaux qui pose sa candidature à une chaise curule de père conscript. Et nous défions qu'on la démente.

P. B.

P.-S. — C'est à ce moment que le secrétaire de M. Thévenet, celui qui, dit-on, brigue aujourd'hui sa succession, s'écia naïvement :

— C'est mon patron, c'est vrai, mais il faut quand même avouer qu'il s'est conduit...

Je supprime l'adverbe qui n'était pas précisément parlementaire.

DÉPÊCHES

PAR SERVICE SPÉCIAL

NOUVELLES MILITAIRES

Paris, 31 décembre.

Le cadre d'officiers d'infanterie a été fixé pour l'année 1892 à 191 colonels, 219 lieutenants-colonels, 1,070 chefs de bataillons ou majors, 4,328 capitaines, 4,601 lieutenants, et 1,818 sous-lieutenants.

On annonce que des démarches sont faites auprès du ministre de la guerre et de l'administration des colonies pour l'envoi au Soudan et au Congo des troupes de la légion étrangère, au lieu et place de nos fantassins français de l'infanterie de marine.

Une affaire qui produit une assez vive émotion dans les cercles militaires de Dunkerque, c'est celle d'un soldat du 110^e de ligne détaché à Bergues, qui a déclaré hier à ses chefs qu'il avait perdu la culasse mobile de son fusil Lebel. Une enquête a été ouverte immédiatement par l'autorité militaire. Le bataillon est consigné jusqu'à nouvel ordre.

Un jeune soldat du 117^e de ligne, caserné à Paris, n'ayant pas été reconnu ma-

lade hier à la visite du médecin, s'est suicidé en se tirant un coup de fusil sous le menton.

— Notre attaché militaire en Suisse, le lieutenant-colonel d'Aiguy, est appelé à prendre comme colonel, le commandement du 145^e à Paris, que commandait le général Godard avant sa promotion.

— L'armée territoriale a reçu, à l'occasion de la fin d'année, 40 croix d'officier et 25 croix de chevalier.

Les officiers territoriaux de profession ont été encore une fois déçus dans leurs espérances. Presque toutes ces distinctions ont été attribuées à d'anciens officiers de l'armée active, retraités sans avoir reçu la récompense qui devait couronner leur carrière.

Au mois de juillet dernier, M. de Freycinet a reconnu que légalement les officiers de l'armée territoriale peuvent seulement être proposés pour la décoration s'ils ont rendu des services effectifs pendant des périodes d'instruction.

C'est dans ces conditions que seront établis les nouveaux tableaux d'avancement. Le décret du 29 décembre n'a pas encore épuisé les propositions établies d'après les anciens errements et elles serviront encore pour la promotion du 14 juillet prochain.

Désormais les officiers retraités sans avoir reçu la Légion d'honneur devront être proposés par les soins du grand chancelier de l'Ordre.

INFORMATIONS POLITIQUES

Paris, 31 décembre.

CONSEIL DE CABINET

Les ministres se sont réunis, ce matin, en conseil de cabinet, au ministère de la guerre, sous la présidence de M. de Freycinet.

La séance, qui a été très courte, a été exclusivement consacrée à l'expédition des affaires courantes.

Les ministres ne se réuniront pas samedi en conseil.

PÉTITION A LA CHAMBRE

Une pétition intéressante vient d'être soumise à la Chambre :

Des membres de l'Institut et diverses notabilités militaires, artistiques et commerciales sollicitent une pension viagère en faveur de six petits-enfants du marquis de Jouffroy d'Abbans, inventeur de l'application de la vapeur à la navigation et de la machine à vapeur rotative à double effet.

LÉGION D'HONNEUR

Sont nommés :

Sur la proposition du ministre de l'instruction publique, officier de la Légion d'honneur : M. Dagnan-Bouveret, artiste-peintre; chevaliers : MM. Jacques Normand, auteur dramatique; Vincent d'Indy, compositeur de musique.

Sur la proposition du sous-secrétaire d'Etat aux colonies, chevaliers : MM. Chailley-Bert et Durand-Morinbeau, publicistes.

AUX JARDIES

Les amis intimes de Gambetta se sont rendus, ce matin, suivant leur pieuse coutume, aux Jardies, et se sont inscrits sur un registre.

Demain matin, la société des Alsaciens-Lorrains ira déposer une couronne sur le monument du grand patriote.

LES TOMBES DES MILITAIRES

Le ministre de l'intérieur, saisi d'une plainte de l'inspection des tombes militaires sur le mauvais état des sépultures des victimes de la guerre, vient d'adresser aux préfets une circulaire spéciale pour qu'ils invitent les assemblées municipales négligentes à réparer les concessions dont l'état laisse à désirer.

Cette circulaire ajoute, que pour les grands ossuaires construits par l'Etat dans les localités qui rappellent de sanglants combats, le ministre acquittera les réparations autorisées sur les devis.

Pour les autres monuments, il veut laisser aux communes l'honneur de les entretenir; mais il accordera des subsides à celles dont le budget ne laisse point d'excédent.

Dans tous les cas, le droit d'entretien est exclusivement réservé aux municipalités; à l'exclusion des associations privées, dont le gouvernement examine, quand il y a lieu, les offres de concours.

L'ANNÉE LYONNAISE

LA POLITIQUE

L'année 1891 s'est ouverte comme elle se clôt, par une période électorale. Le premier janvier trouvait les électeurs sénatoriaux préparant les candidatures; le 31 décembre les retrouve absorbés par la même préoccupation.

La situation est, au fond, à peu près la même, quoique l'élection ne soit pas générale.

M. Ulysse Pila était en tête de la liste modérée, avec M. Coste Labaume et M. Million. Cette liste modérée a été battue, mais M. Pila n'avait qu'à moitié renoncé à la lutte. On l'a vu réapparaître pour céder la place à M. Thévenet, et le couvrir de son patronage, et lui assurer les voix de ses amis.

— Espérons que l'analogie des circonstances amènera l'analogie des résultats. Que M. Ulysse Pila sera encore cette fois battu, en personne ou par procuration, peu nous importe.

Au début de l'année, d'ailleurs, les républicains d'occasion avaient quelques raisons de relever la tête : M. Buffet venait le 22 février au Casino, exposer ses théories, et, dans son auditoire, il n'y avait pas que des lecteurs du *Nouveliste*. Le 18 avril M. Gourdiat était nommé professeur d'histoire du commerce; l'Université lyonnaise s'adjoignait une personnalité, très honorable d'ailleurs, mais dont les convictions républicaines étaient et sont encore bien sujettes à caution.

D'où venait le mal ? A qui incombeait la responsabilité de cette situation politique ? Nous ne voulons pas dire de mal des absents, mais nous ne pouvons oublier que si la nomination de M. Cambon au poste de gouverneur général de l'Algérie fut accueillie à Lyon, avec une certaine satisfaction, il y avait dans ce sentiment autre chose que le plaisir éprouvé à la nouvelle de l'élévation d'un homme éminent à un poste supérieur.

Cependant, il existait bien un parti dans lequel cette opinion régnait : il organisait une cérémonie d'adieux pour témoigner ses regrets à celui qui s'en allait. Ce parti avait compté sans Lemire Terrier, l'immortel fumiste qui opérait alors en grand à Paris, et qui avait été pris du désir de faire un peu d'exportation. Des convocations parurent, flambées par des comités aux titres aussi pompeux que fantaisistes; on crut qu'un parti de protestation avait été organisé aux Folies Bergère, et ce punch de congratulations n'eut pas lieu.

Le 14 mai, M. Rivaud était nommé préfet du Rhône. Cette nomination a produit un excellent effet sur les républicains sincères et progressistes qui réclamaient depuis longtemps au moins l'impartialité.

Quelques jours après, M. de Lanessan partant pour l'Indo-Chine s'arrêta à Lyon et exposa ses théories sur la question coloniale. Ces théories étaient bonnes, leur application l'a prouvé, mais pourquoi a-t-on caché la lumière sous le boisseau ? Pourquoi des personnalités non radicales, ont-elles accompagné au passage un député radical ? Mystère et chambre de commerce !

Une seule élection a eu lieu dans l'année, c'est celle de M. Ravarin, en remplacement de M. Courtois, conseiller général du Ve canton.

La démocratie de ce canton a dit ce qu'elle pensait de son représentant : nous n'avons pas y revenir, sauf pour souhaiter une revanche à laquelle nous pensons toujours en nous réservant d'en parler, lorsque le moment sera venu.

La revue des faits politiques se termine par la magnifique fête de la majorité de la République donnée à la Salle Indienne. Cette fête a été un puissant encouragement, elle a démontré que si quelques erreurs pouvaient être commises par le suffrage universel, il subsiste cependant dans la démocratie un puissant et solide noyau de fermes lutteurs et de progressistes déterminés qui corrigeront à temps les mauvais coups de barre, et élimineront aussi bien les brébis galeux que les loups déguisés en bergers.

LES AFFAIRES LOCALES

La grosse affaire locale était la soie; nous avons assisté à un magnifique mouvement de protestation, à ce que nous appellerons une concentration laborieuse contre les prétentions des protectionnistes, qui ne tenaient à rien moins qu'à ruiner la plus belle de nos industries nationales.

M. Burdeau a pris la tête de ce mouvement, et le discours qu'il a prononcé le

18 mars au Grand-Théâtre, restera comme un monument de science économique, traité en termes éloquentes, appuyé d'arguments patriotiques qui ont fait vibrer plus d'une âme, et dessillé bien des yeux aveuglés par des sophismes.

M. Jonnart, député du Pas-de-Calais, est venu à Lyon pour étudier la réponse qu'il avait à faire à la commission des douanes sur la grave question de la soie; il a vu et il est reparti convaincu que voter des droits serait tarir l'une des sources de la richesse de la France.

A chaque étape de la victoire de l'industrie soyeuse, Lyon a été unanime à applaudir. A la Chambre, M. Burdeau était toujours sur la brèche, et au besoin il renouait modestement au rôle d'orateur pour combattre ses adversaires sur le terrain des affaires parlementaires.

Au conseil municipal et au conseil général, les principales questions étudiées ont été relatives aux moyens de communication : le tramway de la rue Centrale et le chemin de fer de Villefranche à Tarare ont été votés; par contre, les chemins de fer de Saint-Symphorien-sur-Coise et de St-Etienne-Croix-Rousse sont encore à l'étude. Il s'agit de trouver le moyen d'éliminer ceux qui veulent faire de ces entreprises une bonne affaire aux dépens des deniers publics.

Ils se débattaient comme les concessionnaires du quartier Grôlée : ces derniers leur donnent l'exemple de l'infertilité; ils leur apprennent l'art de laisser sans effet le plus longtemps possible les délibérations, les ordres des pouvoirs électifs.

La démolition de l'Hotel L a été votée le 2 juin. L'Hotel L n'est pas encore démolie le 31 décembre; un projet de vente dort dans les tiroirs d'un rapporteur, qui se fait ainsi le complice inconscient d'entrepreneurs aussi peu scrupuleux que récalcitrants.

LA QUESTION OUVRIÈRE

Le 12 janvier avait lieu la remise aux syndicats de la Bourse du Travail. Cette cérémonie ne devait pas être l'indice de l'application d'un remède définitif et souverain aux plaies sociales.

En effet, presque toute l'année a été occupée par les questions ouvrières. Les ouvriers de Lyon ont eu presque neuf mois de grève, à la suite desquels la paix momentanément établie ne fut que boiteuse et mal assise. En même temps, dans la région, à Givors, à Rive-de-Gier, le travail cessait et il ne reprenait dans cette dernière ville qu'après d'importantes concessions faites de bonne foi par les patrons; à Givors, rien n'était accordé, et cette ville se trouve maintenant dépourvue de l'un de ses principaux éléments de richesse; à Lyon, il en sera de même si, une fois pour toutes, l'équité n'intervient pas pour consolider les pacts, et si le reste encore d'un côté ou de l'autre des pèsses de derrière la tête.

La justice est lente et boiteuse, elle vient cependant; elle est bien venue pour la Mine aux mineurs qui, le 26 mars, obtenaient définitivement gain de cause devant la cour d'appel de Lyon; la justice vient, mais si l'on y a droit, il ne faut pas oublier que l'on a également des devoirs envers elle. A bon entendeur salut !

Une autre grève importante est celle des tramways (14-15 juin). De celle-ci, nous avons encore la même morale à tirer : les engagements pris doivent être tenus, et cette morale nous la reprenons encore à propos de la Bourse du Travail qui revenait devant le conseil municipal au mois d'octobre; on l'a mise à la disposition des syndicats, elle ne doit pas être un service municipal.

LES MORTS

Le premier en date et le plus grand est le peintre Meissonnier (31 janvier). La ville de Lyon a défilé la rue du quartier Grôlée qui portait son nom : il y a, en 1892, une réparation à accomplir.

A quelques jours de distance mouraient Josephin Soulayr (28 mars) et Gaspard Belin (2 avril), un poète et un savant, tous deux modestes. Nous ne ferons pas, dans notre rapide revue, une biographie de ces deux personnalités.

La science a également perdu le docteur Tripiér (6 décembre), dont la tombe n'est pas encore fermée, et qui, en retournant à la terre, a donné un si noble exemple d'indépendance.

Signalons enfin la mort de deux conseillers généraux MM. Courtois et Pierron.

LES FÊTES

L'hiver a été marqué par quatre fêtes mondaines qui ont donné un peu d'animation à notre ville : le bal annuel des étudiants, le bal militaire, le bal des artistes et

Feuilleton de l'ECHO DE LYON du 1^{er} Janvier (47)

LA VIE LYONNAISE

LE KRACH

Roman inédit (1)

XLVII

C'est avec Chipola que fut combiné le plan d'évasion qui mit Angelo hors des griffes des sbires napolitains.

Cela se pratiqua la nuit, moitié par escalade, moitié à la nage, — cela se continua sur un petit lougre qui faisait la contrebande entre Naples et Messine, cela s'oublia dans les montagnes de la Sicile, où il y a déjà tant de malfaiteurs, que deux coquins de plus ou de moins n'y puent causer aucune espèce d'émotion; — cela prit fin sur un autre bateau qui cabotait entre Syracuse et Gênes, — et là devait commencer pour les deux napolitains une vie nouvelle.

Angelo avait inné tous les instincts d'élégance, de luxe, — et même d'art — qui faisaient absolument défaut à Chipola.

Quand les deux compagnons avaient réussi ce qu'ils appelaient une bonne affaire, Chipola allait se saouler sur le

port, se battre avec les matelots, courir les mauvais lieux et dissiper follement — bêtement — un argent parfois rouge encore du sang de ceux à qui on l'avait dérobé.

Mais Angelo faisait alors peu neuve, il e décaissait — et du jour au lendemain n'était plus reconnaissable.

Il avait cette merveilleuse souplesse de ces méridionaux de race latine qui semblent chez eux et dans leur milieu partout où ils entrent par effraction.

Ignorant comme tous ceux de son pays il avait cependant trouvé le moyen, sans jamais rien apprendre, de parler aussi purement le français que sa musicale langue italienne. Qui lui avait enseigné à lire et à écrire ? Il eût été bien embarrassé de le dire lui-même. Cependant, il lisait, il écrivait, — et comme on mettait ses fautes d'orthographe sur le compte de sa nationalité étrangère, il ne pouvait venir à personne la pensée que ce forçat échappé n'était pas vraiment le gentilhomme, — le rastaquouère peut-être, — mais enfin l'homme du monde qui avait le droit de signer : baron de Sora.

D'ailleurs, ce baron et cette baronnie n'étaient pas un mythe. Il y avait eu de par le monde un baron de Sora qui avait un état-civil dans la province de Gênes.

Seulement Angelo avait des raisons particulières pour être assuré que jamais ce Gênois ne viendrait le gêner. Orphelin, sans famille, ruiné d'ailleurs comme le sont certains grands seigneurs italiens, il avait, celui-là aussi, plongé jusqu'au fond de la bohème où s'ensuient les descendants des nobles familles, —

aussi bien que les enfants naturels qui ne connaissent qu'à peine leur mère et dont le père n'a jamais été qu'un être chimérique.

D'ailleurs, à ce moment, Angelo et Chipola s'étaient perdus de vue. Pendant que le baron, poursuivant une heureuse veine, devenait le patito d'une Milanaise aussi vieille que riche, Chipola pincé dans une épouvantable affaire de vol compliquée de coups de couteau, — c'est le couteau qui lui portait toujours malheur, — Chipola repassait devant la cour d'assises de Gênes.

Mais comme, en ce temps-là, le service d'antropométrie n'existait pas même en France et que la police italienne avait d'autres chiens à fouetter qu'à se livrer à de savantes et patientes recherches sur l'état-civil des pensionnaires, Chipola, qui cachait soigneusement son identité, ne fut pas reconnu et on ne le condamna qu'à quelques années de réclusion sous un nom qui n'était pas le sien.

Aussi, quand commençait cette histoire, les deux lazzaroni de Naples s'étaient-ils depuis longtemps déjà perdus de vue.

Chipola, après l'expiration de sa peine, était arrivé à Lyon. Il y suivait une fille d'Italie, dont la famille grouillait depuis quelques temps dans un taudis de la Villette lyonnaise, — trouvant chez nous plus facilement que dans leur pays ruiné le pain quotidien, — le pain qu'on volait quand on ne voulait pas se donner la peine de le gagner.

Chipola était bien bâti, sa tête, si brune qu'elle avait des tons de bronzes

florentin, était expressive et régulière, — il fit ce que font tant d'Italiens, il se mit à courir les ateliers comme modèle.

Entre temps, il s'était affilié à une bande de gaillards sans préjugés, qui avaient trouvé le moyen de mouler quelques statues, vendues très cher par leur propriétaire et leur éditeur, — et qu'ils livraient, eux, à un prix dérisoire.

C'est à ce moment que Lyon fut inondé de Chanteurs florentins, d'Arlequins, de David remettant son épée au fourreau — de toutes les reproductions que Barbiedine ne livrait pas à moins d'une centaine de francs et que les mouleurs italiens donnaient pour cent sous — quand on ne marchandait pas, et pour quarante sous — quand « on les voyait venir ».

De cette façon, il vivait, utilisant, le soir, ses mains lestes à « travailler » dans les poches des passants quand il y avait foule devant quelque spectacle en plein vent ou quelque étalage de magasin.

D'ailleurs, il s'accommodait volontiers de sa crasse sordide, — et sa bonne amie, là-bas, à la Villette, n'était pas plus dégoûtée que lui autour de la polenta que « la mère » faisait bouillir pour toute la colonie.

Il n'avait jamais revu Sora, il ne pensait même plus guère

le bal de la toilette. Ça été un carnaval assez corsé, auquel n'a pas manqué la manifestation frondeuse des escholiers en humeur de rosser le guet. Depuis la conduite de Grenoble faite à l'antivivisectionniste, Mme Huot, la rue n'avait pas eu ce joyeux intermède. C'est la Scala qui a pris la succession du Casino, il y a eu plus de bruit que de mal.

Fête encore à l'occasion de la réception des étudiants étrangers par leurs camarades lyonnais; fête artistique en l'honneur des Félêtres; fête scientifique pour le congrès des médecins aliénistes; mais de toutes ces fêtes, la seule populaire, la seule générale, a été le concours national de tir. Combien de coups de fusils ont été tirés? C'est ce que les statisticiens nous apprendront, s'ils daignent; mais ce que tout le monde a pu constater, c'est que l'idée de la Patrie a fait brillantes et splendides, ces fêtes qu'elle avait inspirées: un ministre est venu en relever l'éclat de sa présence. Il a distribué de trop rares décorations, mais cette parcimonie n'a empêché personne de reconnaître que notre ville est et restera longtemps un foyer de patriotisme.

LE TEMPS

Nous manquons pour tous les usages en ne consacrant pas quelques lignes à cet indispensable chapitre. Il a fait, au début de l'année, un froid terrible; la Saône a gelé; des hommes et des femmes, une famille toute entière de bohémien ont succombé et, pendant ce temps, un général, par 10 et 12 degrés au dessous de zéro, interdisait le port du manteau aux cavaliers! Le dégel a commencé le 23 janvier; il était temps, trois cents marchands de charbons avaient déjà fermé boutique, le combustible ne leur arrivait pas par les canaux gelés.

Du printemps et de l'été peu de chose à dire; ils ont été convenables.

LES FAITS DIVERS

Voici le chapitre le plus long et cependant il n'est guère plus varié que les autres: romans, romans, romans, cette année, les femmes, y compris la baronne Dellard, ont été choisies pour victimes par les assassins lyonnais.

On recherchait au début de l'année l'étranger de la veuve Trillet, à la Guillotière. D'autres devaient venir pour faire oublier celui-là.

En janvier, nous notons un vol de 22,000 francs à la gare de l'Est; l'incendie de l'hôtel du P.-L.-M. cours du Midi; le 23, un cultivateur d'Ambréville, nommé Bramenas, lardé à coups de tire-point sa femme, Marie Varmobier, qu'il retrouve à la Villette.

Le mois de février s'ouvre sur l'exécution d'Eyraud, clôture définitive d'une longue odyssee criminelle, dont plusieurs scènes se sont passées à Lyon. Puis la chronique locale chôme jusqu'au 7 mars. Ce jour-là, une jeune personne tire plusieurs coups de revolver, place de la Charité, sur un avoué: l'avoué guérit rapidement. Quelques jours après, le 14, on découvre, montée Rey, le cadavre d'un nommé J.-B. Gadé, qui est pendu depuis cinq mois. Le bifan de mars se complète par l'arrestation du receveur de la gare de Perrache, Géroente, coupable d'indélicatesse.

En mai, nous avons une affaire d'espionnage: des plans intéressants la défense des Alpes ont été livrés à l'étranger par le capitaine Dury; l'autorité militaire, pour ne pas alarmer inutilement les esprits, ne condamne Dury que pour faux et lui inflige 5 ans de travaux forcés. Le 19 mai, encore une femme tuée: Mme Taravel, 65, rue Garibaldi, est étonnée par un nommé Bressant, qui se suicide à Vaulx-en-Velin.

Le 6 juin, nouvelle tentative de meurtre sur une femme, suivie également de suicide. Le charpentier Audelin tire sur la bonne Marie Croibieu, au service de son patron, M. Garin, 4, rue de Jaranté. Audelin est emmené à la Permanence, mais en passant sur le pont du Palais, il échappe à ses gardiens et se jette dans la Saône.

Le 10 juin, à lieu une médiation du drame de la rue Pontreau, une lutte acharnée s'engage à Oullins entre un maléfiteur, nommé Vandroux et le sous-brigadier Méjean. Celui-ci, plus heureux que le gardien de la paix Besson, survit à ses blessures.

Le mois de juillet est également marqué par deux drames sanglants: un garçon de cuisine de la rue Terme, nommé Marcellin, décharge son revolver sur son camarade Bouc « parce qu'il a dit du mal de lui à sa cuisinière! »

Le 30 juillet, l'opticien Verdellat tue net son gendre.

Le lendemain, un cafetier de la rue Moncey, Geneste tire un coup de fusil sur la foule qui s'est amassée devant son établissement. Il blesse un curieux nommé Girard.

Le 7 août, Vandroux, le malfaiteur d'Oullins, est condamné à vingt ans de travaux forcés.

La série rouge continue. Le 29 août, par l'assassinat de la femme Gontiquillet, née Annette Billard, que son amant, Ravet, étrangle à la Villette; le 2 septembre, à l'hôtel Duguesclin, le sieur Deleage tire un coup de revolver sur sa femme et se tue ensuite.

Enfin, le 18 septembre, une multitudes, de 17 ans, Marie Violet, frappe son patron à coups de bouteille sur la tête et le blesse à la cuisse d'un coup de couteau.

Les suicides n'ont pas manqué: à certains moments, on en comptait quatre par jour:

relevons seulement ceux d'un jeune enfant de 14 ans, le jeune Marius Lambert, chez M. Tolonias, et de la femme Jacquemoux, passage Saint-Pothin, qui prit, avant de mourir, la singulière précaution de brûler pour une trentaine de mille francs de valeurs, afin que son mari ne les employât pas à se consoler de son veuvage.

Le chapitre du feu, sans être numériquement très chargé, compte des victimes: le 1^{er} octobre, à l'incendie de la rue Fernandière, qui coûte la vie aux pompiers Miraillet et Devaux; le 10 novembre, deux danseuses sont brûlées au Grand-Théâtre, dont l'une très grièvement.

L'automne était, par toute la terre, marqué par des catastrophes de chemins de fer; la région lyonnaise n'y échappe pas: le 21 octobre, nous avons celle de Vaugneray, qui coûte la vie au mécanicien et au chauffeur; le 26 du même mois, celle de Moirans, qui fit une dizaine de victimes.

Et comme si le carnet de deuil n'était pas encore assez chargé, le 6 décembre, à l'usine de Saint-Etienne, au puits de la Manufacture, une de ces explosions à grand massacre, que ne laissent jamais indifférente la population de notre ville.

La fin de l'année est occupée par les pousseuses du marquis d'Alba et par la recherche d'Anastay, l'assassin de la baronne Dellard; entre temps, Verdellat est condamné à huit ans de réclusion, et le crime de la rue Parmentier, le vol chez M. Gouthier-Soulard terminent la série des faits divers à sensation.

Autour du Parlement

Paris, 31 décembre.

Les Pétroles

La commission des douanes, après avoir entendu les ministres du commerce et des affaires étrangères, a adopté la loi votée par le Sénat sur les pétroles.

La Proposition Trouillot

La commission relative à la modification de la législation en matière d'avortement, a conclu à la prise en considération de la proposition Trouillot.

CHAMBRE

AVANT LA SÉANCE

Paris, 31 décembre.

La séance semble devoir être fort courte aujourd'hui.

Comme nous l'avons déjà dit, il est probable que la Chambre se séparera ce soir jusqu'au 4 janvier.

On se demande ce que fera le Sénat. Il est en droit de s'ajourner à la date qu'il lui paraîtra bon; on estime cependant qu'il s'ajournera comme la Chambre jusqu'au 4.

De la sorte, le budget pourra être voté avant la fin du mois de janvier, et un second douzième provisoire sera ainsi évité.

LA SÉANCE

Paris, 31 décembre.

La séance est ouverte à 2 heures, sous la présidence de M. Floquet.

Emprunts Départementaux

La Chambre prend en considération une proposition de M. Siegfried, ayant pour objet, la création d'une caisse d'emprunts départementaux et communaux.

La séance est suspendue, en attendant la discussion de la commission des douanes.

Le Pétrole

M. Méline, à la reprise, expose que le gouvernement demande à la commission de rétablir le droit sur les pétroles. La commission demande elle aussi à la Chambre d'accepter le vote du Sénat: il serait imprudent de persister dans le vote du dégrèvement immédiat.

M. Viette maintient son amendement: il ne se fie pas aux espérances qu'on fait miroiter aux yeux de la Chambre.

M. Magnin demande le maintien du droit voté par le Sénat, il se place au point de vue de l'intérêt de l'industrie du schiste qui ne peut vivre si la réduction est votée.

M. Jules Roche attend de la sagesse de la Chambre une décision conforme aux intérêts des consommateurs et à ceux du pays tout entier. Il faut tenir compte, d'autre part, des pertes qui résulteraient pour le Trésor de l'abaissement des droits sur le pétrole s'ils étaient ramenés à 7 francs et à 12 francs.

On ne peut, d'ailleurs, abaisser le droit sur le pétrole brut à 7 francs, sans rendre impossible l'importation en France des huiles lourdes dont le taux est fixé à 12 francs et qu'on introduit sous forme de pétrole brut.

Le total des pertes à évaluer pour le Trésor est de 24 millions environ.

Les huiles lourdes viennent pour la plu-

part de la Russie qui ne pourra plus nous en envoyer un seul kilogramme. Il faudra donc mettre le droit sur les huiles lourdes à 7 francs au lieu de 12 francs et alors ce chiffre s'appliquera aux autres pays vis-à-vis desquels nous devons prendre des précautions économiques (Très bien! Très bien!).

Le ministre insiste au nom du gouvernement tout entier pour prier la Chambre d'accepter les propositions qui lui sont faites (Applaudissements).

M. Viette trouve la proposition du gouvernement un peu tardive; on ne comprendrait pas que la Chambre se déjugât et s'inclinât devant le Sénat.

Du reste, la proposition elle-même démontre clairement la nécessité de dégrever les droits sur le pétrole, et il n'y a aucune raison pour ajourner une réforme reconnue nécessaire.

Quant aux arguments du ressort diplomatique, il faut être logique et aller jusqu'au bout. Le Sénat pousse le gouvernement par ses propres votes au libre échange. (On rit.)

Il s'est établi dans tout ce débat une confusion qui était fatale, on ne sait pas ce que c'est que le droit dont il s'agit: fiscal pour les uns, il est douanier pour les autres.

Au point de vue financier, il faut se garder de croire que le déficit sera celui dont on a parlé. On peut en effet compter sur l'augmentation de la consommation.

L'orateur prie la Chambre de rétablir les droits à 7 à 12 francs, persuadé que le Sénat les acceptera cette fois. (Très bien! Très bien!)

M. Méline fait observer que la commission des douanes n'est point hostile dans sa majorité au dégrèvement du pétrole, elle estime même qu'il faut le faire dans un délai prochain, mais en l'état actuel des prévisions budgétaires, le dégrèvement n'est pas possible.

M. Cavaignac, rapporteur général de la commission du budget, supplie la Chambre de ne pas faire aujourd'hui ce qu'elle a fait en 1878 et en 1879, alors qu'elle peut, avec une année de patience, éviter de compromettre le but des efforts des années précédentes. (Très bien! sur divers bancs.)

M. le président consulte la Chambre sur les conclusions de la commission, qui propose d'accepter les droits du Sénat, 18 fr. et 24 fr., avec la suppression du tarif minimum.

M. Paulmier demande à expliquer son vote. A la suite du vote de l'exemption pour toutes les graines oléagineuses étrangères, qui porte un coup mortel à l'agriculture française, l'orateur votera l'amendement Viette. (Très bien! Très bien! à droite.)

Il est procédé au scrutin qui donne lieu à un pointage.

La séance, suspendue à 4 h. 1/4, est reprise à 4 h. 35.

M. le président fait connaître les résultats du pointage.

Votants, 508. — Pour l'adoption, 247; contre, 261.

La Chambre n'a pas adopté.

M. Boudenoot propose de fixer le droit sur le pétrole à 13 fr. pour le brut, et à 18 francs pour le raffiné. Cette proposition constitue une transaction qui facilitera l'entente entre les deux Chambres.

M. Viette répond qu'en repoussant les conclusions de la commission, la Chambre s'est prononcée pour la troisième fois en faveur du dégrèvement du pétrole. La proposition de M. Boudenoot ne profiterait qu'aux intermédiaires. (Très bien! Très bien!)

M. Camille Dreyfus appuie l'amendement Boudenoot, à condition que le gouvernement prenne l'engagement de le défendre devant l'autre Chambre.

M. Pallain, commissaire du gouvernement, dit que le gouvernement se rallierait à l'amendement Boudenoot si la Chambre voulait ajourner la réforme à une date ultérieure.

M. Viette déclare accepter la date du 1^{er} juillet, mais il repousse la proposition Boudenoot.

L'amendement Boudenoot, mis aux voix, est repoussé par 239 voix contre 171, après pointage.

L'amendement Viette, fixant à 7 fr. et à 12 fr. les droits sur le pétrole au tarif général est adopté.

M. Magnien développe une disposition supplémentaire portant que ce dégrèvement ne commencera que le 1^{er} octobre 1892.

M. Marius Martin propose de substituer à la date du 1^{er} octobre celle du 1^{er} juillet.

La date du 1^{er} octobre est adoptée.

La proposition de M. Magnien est votée.

M. Le Gavrian, sur le n° 142 bis (Chambre peignée), propose de substituer aux chiffres de 15 francs et de 10 francs, votés par le Sénat et acceptés par la commission, les chiffres de 8 francs et de 5 francs.

M. de Villebois-Mareuil, au nom de la commission, maintient les droits de 15 et 10 francs votés par le Sénat.

Les conclusions de la commission sont adoptées.

Les Bougies

Le n° 321 (Bougies) est adopté conformément aux propositions de la commission.

L'article premier de la loi des douanes est adopté.

Les articles 2 à 15 n'ont pas été modifiés.

Les Farines

M. Viger dit que la commission propose un article additionnel fixant de la façon suivante les droits sur les farines: au taux d'extraction de 70 0/0, 6 francs par 100 kilos; entre 70 et 60 0/0 et au dessous, 8 francs 40; gâteaux et semoules de gruaux, 8 francs 40.

Cet article additionnel est adopté.

La Chambre maintient sa rédaction première sur l'article 18 par 401 voix contre 86 sur 487 votants.

VOTE DE L'ENSEMBLE

L'ensemble du projet de loi est adopté.

Fixation de l'ordre du jour

La Chambre décide que la prochaine séance aura lieu mardi.

M. Gauthier de Clagny demande la mise à l'ordre du jour de la séance de mardi des pétitions sur le Panama.

M. Guyot-Dessaignes prie la Chambre de continuer mardi la discussion sur le projet relatif aux erreurs judiciaires.

M. Guillemin demande le maintien de l'ordre du jour actuel, afin qu'on puisse discuter la loi sur les fraudes des beurres.

M. le président met aux voix la proposition Gauthier de Clagny.

A la majorité de 380 voix contre 155, sur 535 votants, cette proposition est adoptée.

Séance mardi prochain.

La séance est levée à 6 heures 1/4.

SÉNAT

Paris, 31 décembre.

La séance est ouverte à 2 heures, sous la présidence de M. Le Royer.

Le Sénat adopte un projet de loi ouvrant un crédit au ministère de la marine, pour l'établissement de stocks de charbon.

Budget des Finances

Le Sénat reprend la discussion du budget des finances.

Les chapitres relatifs à l'Algérie sont réservés.

Le Sénat décide que les chapitres relatifs aux annuités afférentes à divers ministères, seront restitués à leurs ministères respectifs.

Le budget des finances est ensuite voté.

Budget de la Justice

On aborde la discussion du budget de la justice et des cultes.

Le Sénat adopte un amendement de M. Léon Renault accordant une augmentation de 700 francs en faveur des commis-greffiers.

Les chapitres concernant l'Algérie sont encore réservés.

Le budget de la justice est adopté ainsi que le budget des cultes dont plusieurs chapitres sont également réservés.

Budget des Affaires étrangères

Vient ensuite la discussion du budget des affaires étrangères.

Les 21 premiers chapitres sont adoptés ainsi que les 4 premiers chapitres du service des protectorats.

Budget de la guerre

Le Sénat intervient l'ordre de la discussion et passe à la discussion du budget de la guerre.

M. de Carné, sur le chapitre 18, demande pourquoi certaines brigades de cavalerie sont commandées par un colonel.

M. de Freycinet répond que, se trouvant limité par la loi des cadres, il a dû confier le commandement de certaines brigades à des colonels, mais il s'efforcera de restreindre ces mesures dans la limite du possible.

M. le général Jappy, sur le chapitre 22, propose une réduction sur le crédit affecté aux fortifications de la frontière de l'Est, rendues inutiles, par suite des progrès de la science.

M. de Freycinet déclare que l'armée ne partage pas l'opinion du général Jappy, ce n'est pas, du reste, trois milliards qu'on a dépensés pour cette ceinture de fortifications, mais seulement 753 millions.

M. le général Billot dit qu'il ne partage pas l'opinion du général Jappy.

Il ajoute que le pays peut avoir confiance dans nos travaux de fortifications.

M. le général Jappy répond que l'argent employé aux fortifications est de l'argent mal dépensé et que l'armée considère toutes les inventions comme des chimériques.

M. de Freycinet déclare qu'il est impossible de laisser traiter ainsi les travaux de l'armée française. Les tourelles cuirassées n'ont pas absorbé 3 millions; l'ensemble

des fortifications a été mûrement étudié et très bien conçu. L'armée et le pays peuvent avoir confiance dans ces travaux.

On nous dit de tourner notre attention vers l'artillerie, mais sans entrer dans aucun détail; je puis affirmer que notre artillerie de campagne est en état de rivaliser avec celle de n'importe quels pays.

Les cinquante premiers chapitres sont adoptés.

La séance est suspendue à 4 h. 20.

La séance est reprise à 4 heures 45.

Le Sénat discute le budget du ministère de l'Intérieur.

Budget de l'Intérieur

M. Marquis, sur le chapitre 12, demande une augmentation pour le personnel des préfectures.

M. Constans répond qu'il ne s'y oppose pas si le Sénat veut faire ce cadeau aux employés.

Après quelques observations présentées par M. Faye, l'amendement est repoussé.

M. Hervé de Saisy, sur le chapitre 29, se plaint que l'assistance publique n'existe pas dans nos campagnes.

M. Constans répond qu'il a déposé un projet de loi sur l'assistance médicale dans les campagnes et sur les moyens préventifs pour combattre les épidémies.

Après quelques observations de MM. Boulanger et Lucien Brun, tous les articles du budget intérieur sont adoptés, excepté les chapitres relatifs à l'Algérie, qui sont réservés.

Le budget des colonies est adopté sans discussion.

Le Tarif général des Douanes

M. Jules Roche dépose le projet de tarif des douanes modifié par la Chambre.

Le projet est renvoyé à la commission.

Fixation de l'Ordre du jour

M. le ministre des finances demande au Sénat qu'il se réunisse le 5.

M. Trarieux voudrait qu'on statuât définitivement dans une séance de nuit sur le tarif douanier.

M. de Freycinet déclare que le gouvernement demande seulement que cette loi soit discutée le plus tôt possible.

M. Loubet demande quand M. Rouvier pourra être entendu par la commission des finances sur la question des frais de justice.

M. Rouvier répond qu'il ne sera prêt que mardi.

Le Sénat s'ajourne à mardi, 2 heures.

La séance est levée à 7 heures.

ETRANGER

L'Alcool allemand en Espagne

Madrid, 31 décembre.

Un des représentants les plus autorisés des intérêts vinicoles en Espagne, qui est grand négociant en vins à Jerez et le plus fort exportateur de cette ville, arrive de France, où il a suivi attentivement la discussion douanière au Parlement, et il vient d'exprimer au gouvernement son opinion sur la question.

Cette opinion est très nette: M. le marquis Misa voudrait, dans l'intérêt même de son pays, voir élever une barrière absolue prohibitive, à l'entrée en Espagne de l'alcool allemand, afin de faire tomber la seule des préventions sérieuses que l'on élève en France contre les produits vinicoles de la Péninsule.

Le gouvernement Espagnol a accueilli cette opinion avec l'attention qu'elle mérite et il semble disposé à frapper l'alcool allemand d'un droit de 3 à 400 francs par hectolitre.

Dépêches Diverses

DEUX SUICIDES

Port-Vendres, 31 décembre.

Une jeune fille de 17 ans, nommée Marie Camy, ayant été admonestée par son père, s'est pendue pendant l'absence de ses parents.

Son père, de désespoir, est allé se pendre lui aussi à un arbre.

EXÉCUTION CAPITALE

Metz, 31 décembre.

Uebing, soldat déserteur, qui, dans la nuit du 6 au 7 mai dernier, assassina et vola le lieutenant-colonel saxon Prager, a été exécuté ce matin, à 9 heures. La formation préalable de l'exclusion de l'armée avait eu lieu hier matin.

Suivant la loi allemande, le condamné avait été averti dès hier matin que l'exécution devait avoir lieu. Il est monté sur l'échafaud avec courage.

C'est dans la cour intérieure de la prison et en présence d'une trentaine de personnes, que l'exécution a eu lieu.

Malgré qu'il nous répugne de prendre exemple sur nos voisins transalpins, nous sommes obligés, pour être justes, de reconnaître que le ministre de la guerre italien est entré résolument dans cette voie des réformes morales. Il est vrai que le besoin s'en faisait vivement sentir; dans nulle autre nation, en effet, les mœurs sont aussi faciles qu'en Italie et l'armée n'a pas échappé à l'action éternelle et éperdue de cette dissolution de mœurs.

Le général Pelloux, qui est un grand réformateur, en même temps qu'un organisateur, n'a pas craint d'entrer en lutte avec les vieilles habitudes et de rompre avec les traditions religieuses si profondément invétérées chez les Italiens. A peine arrivé au ministère, il a donné des ordres sévères pour que les cohabitations libres et les liaisons irrégulières fussent absolument prosrites dans l'armée; il a interdit du même coup, le taxant de « concubinage déguisé », le mariage purement religieux, toléré jusque là, et il a prescrit l'envoi devant les conseils d'enquête, de tous les officiers « unis selon leur cœur » et mariés seulement devant l'autel; enfin, dans le but de rendre son œuvre moralisatrice efficace et durable, il a attaqué le mal par la racine en refusant toute dispense du service militaire aux jeunes gens dont les familles ne sont pas unies par les liens du mariage devant la loi.

Sans recourir au vote d'une loi, qui serait vraisemblablement restée lettre morte, en égard à la force de l'habitude et à l'opposition du clergé atteint dans ce qui lui reste de privilège et d'influence, le général Pelloux a trouvé le moyen sûr de moraliser l'armée et la population, et il faut reconnaître que cet acte de fermeté et de haute moralité

Le Crime du boulevard du Temple

L'Interrogatoire d'Anastay

Paris, 31 décembre.

Anastay a été longuement interrogé par M. Poncet, principalement sur

ETAT-CIVIL DE LYON

INUMATIONS

Premier arrondissement. — Françoise Bruset, lingère, 63 ans, quai Saint-Vincent, 37, f. 9 h. m. — Epouse Clément, née Girard, concubine, 64 ans, rue de l'Arbre-Sec, 27, f. 11 h. m.

Deuxième arrondissement. — Pierre Seris, corroyeur, 44 ans, Hôtel-Dieu, f. 11 h. m. — Veuve Gay, née Garnier, sans profession, 77 ans, Charité, f. 8 h. m. — Benoît Large, tailleur de pierres, 78 ans, rue Delandine, 14, f. h. m. — Blaisine Délaye, concubine, 70 ans, rue Mercière, 12, f. 10 h. m.

Troisième arrondissement. — François Chambon, peintre, 52 ans, avenue de Saxe, 107, f. 10 h. m. — Epouse Douabin, née Héral, journalière, 60 ans, boulevard des Casernes, 3, f. 7 h. m. — Epouse Chabanas, née Bussert, sans profession, 59 ans, rue Pierre-Corneille, 150, f. 11 h. m. — Epouse Bugnon, née Meunier, chapelière, 41 ans, route de Vienne, 92, f. 9 h. m.

Quatrième arrondissement. — Antoine Remilleux, sans profession, 19 ans, hôpital, f. 9 h. m.

Cinquième arrondissement. — Jean Flor, marinier, 77 ans, rue de Bourdy, 5, f. 11 h. m. — Amélie Duchesne, religieuse, 42 ans, place de Fourvières, 1, f. 10 h. m. — Gabriel Desroches, menuisier, 30 ans, rue de la Loge, 2, f. 9 h. m. — Jean Verpillieux, tisseur, 55 ans, chemin de Choulans, 113, f. 7 h. m. — Abel Faure, potier, 32 ans, Antiquaille, f. 10 h. m. — André Lambert, courtier de commerce, 62 ans, quai de l'Archevêché, 14, f. 8 h. m. — Veuve Garin, née Treysse, sans profession, 75 ans, quai de l'Archevêché, 17, f. 8 h. m.

Sixième arrondissement. — Jacques Perrot, cocher, 45 ans, avenue de Noailles, 60 ans, f. 11 h. m.

MARCHÉ AUX BESTIAUX

A LYON-VAISSE. — 31 Décembre 1891

Moutons. — Amenés, 3,941; vendus, 3,221; renvoi, 620. — Prix payés selon qualité: de 160 à 210 fr. les 100 kilos, octroi non compris.

Vaches. — Amenés, 145; tous vendus, de 100 à 128 fr. les 100 kilos, droits d'octroi compris.

Porcs. — Amenés, 774; vendus, 774.

Bœufs. — 00. — Prix payé: de 90 à 106 fr. les 100 kilos, droits d'octroi non compris.

Marché animé, bonne vente, cours en hausse légère.

BOURSE DE LYON

Du 31 Décembre 1891

FONDS D'ÉTAT

3 % Français	94 95	Crédit Lyonnais	796 25
Au porteur	94 95	Mobilier Espagnol	...
Amortissable	...	B. Pays hongrois	...
4 1/2 1883	...	Banq. Esc. Paris	...
4 1/2 1883	...	Banque d'Alsace	...
4 1/2 1883	...	Banque d'Autriche	...
4 1/2 1883	...	Banque de Belgique	...
4 1/2 1883	...	Banque de Brème	...
4 1/2 1883	...	Banque de Commerce	...
4 1/2 1883	...	Banque de France	...
4 1/2 1883	...	Banque de Hollande	...
4 1/2 1883	...	Banque de Londres	...
4 1/2 1883	...	Banque de Lyon	...
4 1/2 1883	...	Banque de Madrid	...
4 1/2 1883	...	Banque de Mexico	...
4 1/2 1883	...	Banque de Naples	...
4 1/2 1883	...	Banque de New York	...
4 1/2 1883	...	Banque de Pétersbourg	...
4 1/2 1883	...	Banque de Portugal	...
4 1/2 1883	...	Banque de Saint-Petersbourg	...
4 1/2 1883	...	Banque de Séville	...
4 1/2 1883	...	Banque de Valence	...
4 1/2 1883	...	Banque de Vienne	...
4 1/2 1883	...	Banque de Zoloto	...

OBLIGATIONS

Paris de Lyon	99 75	Lyon-Fourvière	364 50
V. de Paris 1860	—	Quest-Lyonnas	302 50
— 1865	527 25	S. fone. Lyon	302 50
— 1869	—	Andalous 3 0/0	18 75
— 1871	413 75	Autriche-Rongr. 1 ^e	18 75
— 1875	—	Batir-Alca 3 0/0	18 75
— 1876	—	Cordoue 3 0/0	31 50
— 1886	—	Lombard ancon	31 50
V. de Marseille 77	—	— nouv.	31 50
Fonc. 1873 3 0/0	—	Nord-d'Espagne 5	127
Fonc. 1879 3 0/0	472 50	Porugus 3 0/0	127
Fonc. 1878 3 0/0	475	— 4 0/0	—
Fonc. 1880 3 0/0	470	Gaz de Lyon	1105
Fonc. 1883 3 0/0	—	Forges de l'Horne	250
Breslous 4 0/0	469 50	—	1735
Bombes S. G. S.	441	Mine	—
— nouv.	—	Montebat	955
Paris-Lyon-Méd.	453	Saint-Etienne	270
— 1866	448	Croix-Rousse	—
		O. Tramways Lyca	320

Appartement entre Bellecour et Perrache, au premier étage, 4 pièces, avec balcon, à louer, pour 1,000 fr. — S'adresser à l'Agence Fournier, 14, rue Confort.

BOURSE DE PARIS

Du 31 Décembre 1891

DÉPÊCHE GOUVERNEMENTALE

COMPTANT	COURS DE CLOTURE	HAUSSE	BAISSE
3 0/0	95 15	...	...
3 0/0 amort. ex.	95 10	...	...
4 1/2 1883	105 10	...	...

TELEGRAPHIE PRIVEE

CLÔTURE D'HIER	VALEURS	COURS D'AUJOURD'HUI	COURS D'AUJOURD'HUI
95 1/2	3 0/0 Français	95	94 92 1/2
95	3 0/0 nouveau	94 95	94 95
105 10	4 1/2 Fr. (1883)	105 20	105 25
92 05	5 0/0 Italien	91 95	91 70
65 25	4 0/0 Espagn. ext.	64 80	64 20
32 95	Hongrois 4 0/0	33	32 30
482 50	Russe 4 0/0 80	94 45	94 30
4460	Dettes Egypt. unif.	482 50	480
1210	Crédit Foncier	1208 75	1206 25
402 50	Banq. d'esc. Paris	402 50	397 50
796 25	Crédit Lyonnais	797 50	795
548 75	Banque Ottomane	545	...
455	Banque Autrich.	455	...
...	Mobilier Espagnol	110	111 25
22 50	Paris-Lyon-Méd.	21 25	23 75
645	Antitrédit	615 50	645
201 25	Lombards	197 50	...
215	Saragosse	215	213 75
223 75	Nord Espagn.	221 25	225
632 50	Méridionaux	630	627 50
2716 25	Suez	2714 25	2710
95 1/4	Canal de Suez	95 1/4	95 1/4

COURS DES VALEURS EN BANQUE

Du 31 Décembre 1891

ACTIENS	OBLIGATIONS
Trifail	380
Alpines	138 25
Tharsis	150
Laiterie	181
Huta-Bankowa	...
Champ-d'Or	...

CONDITION DES SOIES DE LYON

Du 30 Décembre 1891

France	Espagne	Italie	Syrie	Bengale	Chine	Indes	Yapon	Toussou	Pons
39 Organs	9	2	6	3	1	8	8	2	3276
25 Trames	1	2	2	2	4	7	7	4	1850
84 Grèges	5	1	25	8	2	10	13	8	6562
9 Diverses	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1 Bobines	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1 Laine	...	...	...	...	...	...	...	...	...

BALLOTS PESÉS

France	Espagne	Italie	Syrie	Bengale	Chine	Indes	Yapon	Toussou	Pons
158	15	3	33	11	3	14	28	23	11678

Ballots conditionnés depuis le 1^{er} du mois. 4128Ballots pesés depuis le 1^{er} du mois. 2567

MARCHÉ DE LA VILLETTE

du 31 décembre 1891

Bœufs. — Amenés, 1,424; vendus, 1,265; poids moyen, 350; 1^{re} qualité, 154; 2^e qualité, 140; 3^e qualité, 120. — Prix extrêmes, de 110 à 160.

Vaches. — Amenés, 483; vendues, 409; poids moyen, 243; 1^{re} qualité, 150; 2^e qualité, 134; 3^e qualité, 108. — Prix extrêmes, de 98 à 154.

Taureaux. — Amenés, 181; vendus, 158; poids moyen, 398; 1^{re} qualité, 132; 2^e qualité, 126; 3^e qualité, 108. — Prix extrêmes, de 98 à 154.

Moutons. — Amenés, 1151; vendus, 960; poids moyen, 82; 1^{re} qualité, 230; 2^e qualité, 196; 3^e qualité, 176. — Prix extrêmes, de 110 à 230.

Porcs. — Amenés, 4,370; vendus, 4,163; poids moyen, 77; 1^{re} qualité, 126; 2^e qualité, 122; 3^e qualité, 118. — Prix extrêmes, de 110 à 123.

Peaux moutons: 230 à 600.

Vente calme sur les bœufs, moyenne sur les vaches, difficile sur les moutons et porcs.

A FAÇON

Chapeaux et Capotes, bonnets et coiffures, deuil, etc., Parures p^{re} Soirées, en fantaisies en tous genres, Broderies et Tapisseries. — Prix réduits.

Rue de la République, 81, au fond de la cour, à gauche, au 4^{me}.

OUTILLAGE POUR AMATEURS

Fournitures pour le découpage
FABRIQUE DE TOUS LES SCIES-MÉCANIQUES
OUTILS DE TOUTES SORTES - BOITES D'OUTILS
TIERSOT, 84, rue de Gravelles, 16, Paris
Chaque ouvrage 180
Tarif-Album (200 pages, 500 grav.) franco contre 0^{fr} 65.

LE PASSE-TEMPS

(19^e ANNÉE)

LYON, 14, rue Confort, 14, LYON

Seul Journal Artistique & Littéraire

VENDU DANS LES THÉÂTRES DE LYON

ABONNEMENTS :

Un An. 8 francs

Six Mois. 4 —

Trois Mois. 2 —

Voir dans le numéro de cette semaine

LE PORTRAIT ET LA BIOGRAPHIE

DE

M^{me} LUREAU-ESCALAIS

Prix du numéro : 15 centimes

En Vente dans les Kiosques

VIENT DE PARAÎTRE

LE WAGON

(Service d'Hiver)

INDICATEUR DES CHEMINS DE FER

Contenant l'horaire de la Compagnie P.-L.-M. et des Compagnies du Rhône, Ouest-Lyonnais et Est de Lyon, et le service des Omnibus desservant les environs de Lyon.

EN VENTE

A L'AGENCE FOURNIER

LYON — 14, rue Confort, 14 — LYON

Et dans ses Succursales de

ST-ÉTIENNE, GRENOBLE, MACON & DIJON

Prix : 30 centimes

VERMOREL

CONSTRUCTEUR

A VILLEFRANCHE (Rhône)

Défense contre le Phylloxéra

MATÉRIEL COMPLET

PAIS INJECTEURS PERFECTIONNÉS

Sulfure de Carbone

Pompes à vin. — Alambics

Charrues - Vignerons

DEMANDER LES TARIFS

Le Rédacteur-Gérant :

R. VITROU.

Imp. WALTENBERG ET C^{ie}, rue Belle-Cordière, 14. — LyonEtude de M^{re} NICOLIER, avoué à Lyon, rue de la Barre, 10

VENTE PAR LICITATION

Avec admission des Etrangers

En l'audience des criées du Tribunal civil de Lyon, au Palais de Justice, place de Roanne.

D'UNE

MAISON

de cinq étages

Sise à LYON, montée des Epies, n° 4

ADJUDICATION

Au Samedi 16 Janvier 1892 à midi

MISE A PRIX : 30,000 FR.

Revenu brut approximatif : 4,679 francs

Pour extrait,

Signé : NICOLIER, avoué.

S'adresser à M^{re} NICOLIER, avoué à Lyon, rue de la Barre, 10